

**16^e RENCONTRE ANNUELLE
DU CLUB DE STRASBOURG,
RESEAU EUROPEEN ET SOLIDAIRE**
Du 16 au 22 novembre 2018

**Manifeste des jeunes et des représentants des villes
du Club de Strasbourg sur l'avenir de l'Europe**

**Section 1 : Défendre et promouvoir les valeurs de l'Europe :
la solidarité européenne, de la théorie à la pratique**

1. Processus démocratiques et élections

Dans les sociétés actuelles, le faible taux de participation aux élections conduit à un déficit démocratique au niveau local, national et international.

Pour faire face à ce problème, nous proposons d'agir sur le système électoral pour le rendre plus accessible, plus transparent, plus sûr et moins onéreux.

Par exemple, l'adoption générale du vote électronique pourrait être une solution permettant d'améliorer la participation, d'obtenir des résultats plus légitimes et de diminuer les effets négatifs liés au déficit démocratique. Ce système pourrait également contribuer à réduire le coût global des élections.

2. Défi de l'accueil et de l'intégration des nouveaux arrivants

Seule une initiative internationale est en mesure de pouvoir apporter une solution au défi migratoire. Toutefois, les autorités locales et la société civile jouent un rôle essentiel en faveur de l'intégration des migrants. Pour y parvenir, il est nécessaire de promouvoir leur participation citoyenne au niveau local.

Voici nos recommandations :

- *Mettre en œuvre des programmes de volontariat temporaire avec les résidents locaux, pour améliorer l'intégration des migrants sur le marché du travail.*
- *Donner la possibilité aux migrants de voter aux élections locales et mettre en place des comités spéciaux d'intégration au sein des institutions locales (par exemple, un comité pour l'égalité des chances).*

- *Créer davantage de « centres culturels » dans chaque ville afin de permettre le partage des expériences grâce à l'organisation d'événements, de cours de langues et de programmes parascolaires.*
- *Promouvoir la participation active des migrants dans les associations et les encourager à en créer de nouvelles.*
- *Encourager la mise en place d'un système de « famille d'accueil », en réduisant les impôts pour les familles qui font le choix de prendre part à ce système.*

3. Valeurs européennes

Dans l'Europe d'aujourd'hui, de nombreux citoyens perçoivent les valeurs européennes comme un concept abstrait et vague et ne disposent pas des informations et des moyens éducatifs nécessaires leur permettant de pleinement les comprendre. Ce manque de connaissance mine la confiance des citoyens dans le concept même de l'Europe.

Dans ce contexte, il est essentiel pour les citoyens européens de se réconcilier avec les principes fondateurs de l'Union.

Nous recommandons, par exemple, de multiplier les campagnes d'information destinées au grand public et portant sur les principes fondateurs de l'Union européenne, ainsi que les mesures éducatives visant à sensibiliser les jeunes générations dès leur plus jeune âge.

4. Intégration sociale

Même si beaucoup de progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'égalité entre les sexes, il subsiste d'énormes divisions entre la vie des hommes et celle des femmes que nous avons besoin de comprendre.

Nous recommandons de déployer davantage d'efforts en faveur :

- *D'une meilleure intégration des problématiques liées à l'égalité des sexes et de l'éducation sexuelle dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.*
- *De la réalisation de campagnes dans les médias sociaux avec des personnalités influentes telles que des célébrités ou des représentants locaux et des exemples de réussites de femmes et d'hommes méritants.*
- *Une participation active des hommes tout au long du processus est essentielle, car l'égalité des chances n'est pas seulement l'affaire des femmes.*

5. Rôle de la société civile

Une société civile active favorise la transparence, la bonne gouvernance et la responsabilité et contribue à garantir une participation active à plus grande échelle. Le manque de participation des jeunes dans la société civile, ainsi que le manque de coopération entre les autorités locales et la jeunesse se traduisent par une faible participation aux élections et un scepticisme à l'égard des institutions locales, nationales et européennes.

Il est possible de faire participer activement les jeunes dans la société civile en créant des conseils autonomes de la jeunesse dans chaque ville, qui travailleraient en collaboration avec les municipalités et les autorités locales. Pour mieux faire entendre la voix des jeunes et renforcer leur participation active, un siège consultatif au conseil municipal pourrait être créé. Ainsi, il serait possible de garantir aux jeunes que leur participation dans le processus soit bienvenue, et qu'ils puissent être en mesure d'exprimer leurs opinions et apporter des recommandations sur les problématiques locales.

Cette participation pourrait inciter les jeunes à s'informer sur le travail des municipalités au niveau local et pourrait encourager les discussions publiques, les rencontres et les débats portant sur différentes questions locales. La population locale serait également incluse.

Section 2 : L'Europe confrontée aux défis environnementaux

1. Villes vertes

La croissance à travers le monde des modes de transport individuels en véhicules particuliers s'est accompagnée d'une hausse de la pollution, contribuant fortement au dérèglement climatique.

En la matière, les pouvoirs publics locaux doivent jouer un rôle prépondérant.

Nous proposons que les villes montrent l'exemple en matière de lutte contre le réchauffement climatique en renforçant et en étendant les réseaux de transport public. Pour ce faire, des investissements doivent être consacrés aux infrastructures vertes et l'efficacité et l'accessibilité des villes doivent être améliorées. Ces mesures favoriseront l'inclusion sociale des populations vivant en milieu rural, en réduisant la fracture entre les citadins et les ruraux. Une attention particulière doit être également accordée au prix du service, afin de le rendre le plus abordable possible. Il est également très important d'inclure la promotion du vélo dans la planification des infrastructures urbaines.

2. Ressources en eau et agriculture

L'exploitation agricole intensive a des répercussions néfastes sur la quantité et la qualité de nos ressources en eau.

Dans ce contexte, des choix politiques judicieux sont essentiels pour limiter l'impact sur nos ressources.

Les politiques doivent consacrer davantage de fonds au développement de technologies intelligentes et encourager l'adoption de bonnes pratiques dans l'agriculture, comme la réduction des pesticides et de la consommation d'eau. La gestion de l'eau doit être également rationalisée à l'échelle des bassins versants, mais aussi au niveau local.

Pour appliquer ces préconisations, des formations sur les technologies intelligentes abordables doivent être dispensées aux agriculteurs. Des événements locaux promus par les collectivités locales pourraient être organisés afin de permettre aux agriculteurs de partager leurs bonnes pratiques. Les autorités pourraient également encourager la transition de l'agriculture intensive vers l'agriculture biologique en promouvant, en encourageant et en finançant les exploitations agricoles respectueuses de l'environnement. Enfin, des réunions entre les agriculteurs, les organisations de gestion de l'eau et les autorités locales pourraient être proposées afin de discuter des infrastructures et d'une gestion plus efficace de l'eau.

3. Comportement écologique

La croissance démographique mondiale et les effets du changement climatique imposent aux personnes de revoir leurs comportements. Les pouvoirs publics doivent par conséquent continuer de favoriser les comportements des consommateurs respectueux de l'environnement.

Si les pratiques se limitaient jusqu'à présent à sanctionner les comportements et les actions qui contribuent à la pollution de la planète. Nous recommandons d'examiner le problème sous un autre angle, en privilégiant la valorisation et l'incitation plutôt que les sanctions.

Nous proposons ainsi un système par points qui récompenserait les bonnes pratiques écologiques des individus comme des entreprises ; les individus et les entreprises les plus vertueux se verraient attribuer des « points » qui pourraient être convertis en « bonus ».